

DECEMBRE 2013  
n°223

### SOMMAIRE

**Fiscalité : enfin une  
bonne nouvelle !**

**Panorama des  
marchés financiers et  
chiffres clés**

## ASSURANCE VIE : POSEZ-VOUS LES BONNES QUESTIONS ET ENTOUREZ-VOUS D'UN VRAI CONSEILLER INDEPENDANT.

L'assurance vie, avec un encours proche de 1 500 milliards d'euros, est le placement préféré des Français. Les raisons de ce succès sont totalement justifiées de part sa fiscalité attractive et sa très grande souplesse. Véritable couteau suisse de la gestion de patrimoine, l'assurance vie permet de répondre à l'ensemble des objectifs des épargnants. Ainsi, les problématiques de préparation de revenus futurs en vue de la retraite, de perception de revenus immédiats, de financement d'un projet futur, de transmission à ses héritiers, de constitution d'une épargne à court terme, de gestion de ses avoirs avec ou sans risque trouvent réponse avec l'assurance vie.

**Le principal écueil de l'assurance vie est sa banalisation de sorte que les épargnants ne se posent plus de questions**, voire se fient aux conseils d'un banquier ou d'un assureur plus soucieux de satisfaire leurs propres intérêts que ceux de leurs clients.

Ainsi si vous disposez de capitaux à placer dans l'objectif de percevoir des revenus immédiats, est-il préférable de faire un versement sur un contrat de plus de 8 ans ou sur un nouveau contrat ? Si vous interrogez votre banquier ou votre assureur, il y a fort à parier qu'il vous conseille de faire un reversement sur votre contrat existant. Il prétendra que c'est la meilleure solution étant donné que votre contrat de plus de 8 ans est défiscalisé. Devez-vous le croire ? Non car le taux d'imposition n'est pas l'élément déterminant... Ce serait trop simple ! **Le point clé se trouve être le taux de plus-value du contrat.**

Pour s'en convaincre prenons l'exemple de Monsieur MARTIN qui, suite à la vente d'un bien immobilier, souhaite investir 250 000 € en assurance vie dans le but de percevoir un revenu complémentaire immédiat de 1 500 € par mois sur les 15 prochaines années. Si le versement est effectué sur son contrat d'assurance ouvert il y a plus de 8 ans, le montant global de l'imposition sera de 22 583 € (imposition à 7,50 % plus prélèvements sociaux) pour un taux de plus-value du contrat fixé à 50 % (versement initial : 300 000 € ; valeur actuelle 450 000 €). Si Monsieur MARTIN souscrit un nouveau contrat et opère des rachats partiels mensuels de 1 500 €, le montant global de l'imposition sera limité à 12 850 € (imposition au prélèvement libératoire). **Le fait de disposer du bon conseil permet quasiment de diviser par deux l'imposition !** Pour mémoire, le taux d'imposition de Monsieur MARTIN n'influe quasiment pas sur les calculs. Pour un taux d'imposition de 14 %, l'impôt serait réduit à 12 000 € et à 12 650 € pour un taux de 30 %. L'imposition aux taux de 41 % et 45 % est sans effet car le prélèvement libératoire est préférable.

**En clair, il faut tordre le cou aux idées reçues et cesser de croire qu'il est toujours avantageux de reverser sur un contrat de plus de 8 ans en raison de son statut fiscal privilégié. Il faut obligatoirement se poser les bonnes questions avant d'agir !** Même des actes d'apparence simples et anodins tels que le placement de ses liquidités requiert une grande expertise pour effectuer le bon choix comme nous vous l'avons expliqué dans nos lettres N°220 et N°221 de septembre et octobre 2013.

S'il convient de se poser les bonnes questions pour limiter la taxation sur les revenus, **il en est de même sur le plan successoral**. Ainsi, l'idée reçue selon laquelle effectuer un versement sur un contrat d'assurance vie après l'âge de 70 ans est sans intérêt est-elle vraie ?

Il est indéniable que l'assurance vie est un formidable outil de transmission pour les versements effectués avant 70 ans puisqu'il est possible de transmettre jusqu'à 152 500 € sans impôt à chaque bénéficiaire de son choix. Au-delà de 152 500 €, les capitaux transmis sont taxés forfaitairement au taux de 20 % jusqu'à 902 838 € et 25 % au-delà (voire 31,25 % si les dispositions de la loi de finances rectificative pour 2013 sont votées en l'état). En revanche, après 70 ans, la situation peut sembler moins intéressante puisque les primes versées sont réintégrées à l'actif successoral après un abattement global limité à 30 500 €. Autrement dit, cela signifie que l'exonération porte sur la totalité des intérêts du contrat ainsi que sur 30 500 € de capital. A titre d'exemple, si Monsieur DUPONT a ouvert un contrat après son 70<sup>ème</sup> anniversaire avec un versement de 500 000 € et, qu'à son décès, la valeur du contrat ressort à 750 000 €, le montant taxable sera limité à 469 500 € (500 000 € - 30 500 €). Les héritiers percevront donc 280 500 € (750 000 € - 469 500 €) sans droits et seront taxés normalement sur le solde. **Il est donc évident que la souscription d'un contrat d'assurance vie après 70 ans demeure un choix pertinent.**

Dans le cas où Monsieur DUPONT décide d'effectuer des retraits sur son contrat, il est impératif de tenir compte de la règle fiscale qui édicte que les rachats opérés sur les primes versées après 70 ans s'imputent en priorité sur les intérêts du contrat. Or, ces derniers étant exonérés des droits de succession, il est préférable de **faire un rachat supérieur au montant des intérêts de façon à entamer le capital et à minorer la base taxable en matière successorale**. Dans notre exemple, tout rachat de moins de 250 000 € n'aurait aucune incidence sur les capitaux taxables au moment du décès puisque la valeur du contrat resterait fixée à 500 000 € et la taxation porterait sur 469 500 € (500 000 € - 30 500 €). Si le rachat avait été de 300 000 € alors la base taxable aurait été limitée à 419 500 €.

**Compte tenu de ce mécanisme, la solution consiste à souscrire deux contrats et à réaliser les retraits sur un contrat.** Ce faisant, si Monsieur DUPONT avait souscrit 2 contrats de 250 000 € chacun, alors le premier contrat de 250 000 €, sur lequel aucun retrait n'a été opéré, aurait une valeur de 375 000 €. Compte tenu de la non prise en compte des intérêts sur le plan successoral, la taxation aurait porté sur 250 000 €. Le second contrat, sur lequel le retrait de 300 000 € a été effectué, aurait une valorisation de 75 000 €. Au global, après la prise en compte de l'abattement de 30 500 €, le montant taxable se monterait à 294 500 € (250 000 € + 75 000 € - 30 500 €). **Le simple fait d'avoir ouvert un deuxième contrat et d'avoir retiré les fonds sur un seul aurait permis de réduire la base imposable de 125 000 €, soit un gain d'impôt de 25 000 €.**

Des économies importantes peuvent également être réalisées au décès à la condition d'être bien conseillé. En effet, **au décès du titulaire, le bénéficiaire du contrat d'assurance vie a la possibilité de renoncer au bénéfice du contrat**. Dans ce cas, le bénéficiaire désigné ne percevra pas les capitaux et ceux-ci seront alors transmis aux bénéficiaires de second rang. Dans la pratique, ce principe est souvent utilisé par le conjoint survivant qui renonce à recevoir les capitaux pour que ses enfants puissent les percevoir à sa place.

**Pour ce faire, il faut bien évidemment que la clause ait été rédigée de manière adéquate.** Il convient également de signaler que la renonciation ne peut pas être partielle. Autrement dit, le conjoint ne peut pas passer son tour sur une partie du contrat, soit il perçoit la totalité des capitaux en compte sur le contrat, soit il ne perçoit rien. **Le bon conseil consiste donc à souscrire plusieurs contrats afin de laisser au conjoint le choix sur les sommes qu'il souhaite faire passer à ses enfants.**

Prenons l'exemple de Monsieur DURAND qui a souscrit un contrat d'assurance au bénéfice de son conjoint et, à défaut, à celui de ses deux enfants. Si, au décès de Monsieur DURAND, son épouse accepte le contrat, elle disposera d'une somme de 1 M€ et n'aura pas d'imposition à payer compte tenu de l'absence de droits de succession entre époux. En revanche, au décès de Madame DURAND, les enfants auront des droits de succession à payer sur la perception de cette somme. En supposant que cette somme ne se soit pas revalorisée entre les deux décès, le montant à payer serait de 196 389 €. Si Madame DURAND décidait de renoncer au bénéfice de ce contrat, chaque enfant percevrait 500 000 € et, compte tenu de l'exonération à hauteur de 152 500 €, la taxation globale se monterait à 139 000 €. Dès lors, la renonciation aurait permis de réaliser une économie globale de près de 60 000 € soit 6 % du montant transmis. Le problème est que, dans ce cas, Madame DURAND n'aurait rien pu recevoir en raison de l'obligation de renonciation totale pour un même contrat. Dès lors, si Monsieur DURAND avait été bien conseillé, il aurait souscrit plusieurs contrats. Si l'on suppose que les capitaux avaient été scindés sur 5 contrats de 200 000 €, Madame DURAND aurait pu choisir de percevoir : 0 € (renonciation sur les 5 contrats), 200 000 € (renonciation sur 4 contrats), 400 000 € (renonciation sur 3 contrats), 600 000 € (renonciation sur 2 contrats), 800 000 € (renonciation sur 1 contrat) ou 1 M€ (pas de renonciation).

Si Madame DURAND avait accepté 2 contrats sur les 5, elle aurait donc perçu 400 000 € et ses enfants auraient touché 300 000 € chacun avec un montant de droits moindres (135 389 € contre 139 000 € ou 196 389 €). **La souscription de plusieurs contrats permet donc au conjoint survivant de percevoir les capitaux souhaités et d'assurer la transmission à ses enfants dans des conditions fiscales avantageuses.**

Dans le même registre, compte tenu de l'absence de droits de succession entre conjoint, **il est préférable que le conjoint exerce une renonciation en priorité sur les contrats d'assurance vie non taxables**, c'est-à-dire ceux pour lesquels les versements ont été opérés avant le 13 octobre 1998 puisque ces contrats seront alors transmis aux enfants sans aucune fiscalité. Prenons l'exemple de Monsieur DUBOIS qui, au jour de son décès, possédait trois contrats d'assurance vie d'une valorisation identique fixée à 500 000 € mais souscrits à des dates différentes : le contrat A souscrit en 1995, le contrat B souscrit en 2001 et le contrat C souscrit après l'âge de 70 ans. Compte tenu de ces dates, le contrat A est totalement exonéré, le contrat B est taxé au taux de 20 % après un abattement de 152 500 € par bénéficiaire, le contrat C est soumis au barème des droits de succession après un abattement global de 30 500 €. Il est à noter que les intérêts sur le contrat C, fixés à 40 000 € dans notre exemple, sont exonérés.

Si la clause bénéficiaire est identique sur chacun des contrats de sorte que la moitié des capitaux revienne à son épouse et l'autre moitié à son fils, il en résulte que l'épouse percevra un capital de 500 000 € et ne supportera aucun droit. Le fils ne percevra que 692 406 € puisqu'il aura dû acquitter 57 594 € d'impôt. Si Monsieur DUBOIS avait été bien conseillé, il aurait désigné son fils bénéficiaire sur le contrat A et son épouse sur le contrat C. Le contrat B restant inchangé à 50%/50%. Dans ce cas, le conjoint n'aurait toujours pas eu de droits à payer (perception de 750 000 €) et le fils n'aurait supporté que 19 500 € de droits au titre des capitaux perçus sur le contrat B. En clair, il aurait perçu 730 500 € soit un gain de près de 40 000 € par rapport au premier cas.

De tels exemples d'optimisation pourraient être multipliés à l'infini. Ils démontrent clairement qu'en matière de gestion de patrimoine, domaine complexe par excellence, il est impératif de se faire assister par un conseiller indépendant. Nous vous invitons à méditer sur la citation de l'auteur Byzantin du VI<sup>ème</sup> siècle Barsanuphe de Gaza : « **Un homme sans conseiller est son propre ennemi** » ! Mais pour cela encore faut-il que vous vous posiez les bonnes questions !

## FISCALITE : ENFIN UNE BONNE NOUVELLE !

**S**ur le plan fiscal, les bonnes nouvelles se font tellement rares que **l'assouplissement des règles d'imposition des contrats de capitalisation en cas de succession** mérite d'être souligné. Pour rappel, le fonctionnement du contrat de capitalisation est identique à celui de l'assurance vie exception faite qu'il ne se dénoue pas au décès de l'assuré. En conséquence, lors de la succession, **les héritiers reçoivent le contrat de capitalisation avec une date d'effet fiscal identique à celle d'origine**. L'intérêt pour les héritiers est évident puisqu'ils disposent alors d'un véhicule d'épargne faiblement fiscalisé si le contrat a été ouvert depuis plus de 8 ans. Bien évidemment, les héritiers peuvent décider de conserver le contrat ou de procéder à son rachat.

**En matière d'ISF, la taxation des contrats de capitalisation est limitée au montant des primes versées.** Autrement dit, les intérêts sont totalement exonérés d'ISF. Par exemple, un contrat de capitalisation d'une valeur de rachat de 650 000 € devra être déclaré à hauteur de 500 000 € (montant des primes versées). En revanche, en matière successorale, ce principe de déclaration à la valeur nominale n'était pas appliqué par l'administration fiscale. En conséquence, au moment du décès, les héritiers devaient donc **acquitter les droits de succession sur la valeur de rachat du contrat** et lors du dénouement du contrat, ils devaient, en plus, **supporter l'impôt sur la plus-value calculée depuis l'origine**.

En clair, dans notre exemple, l'héritier était taxé sur 650 000 € (soit une imposition de 137 962 €) et, en cas de rachat du contrat de capitalisation, il devait en plus acquitter la taxation sur la somme de 150 000 € correspondant à la plus-value globale. Si le contrat avait plus de 8 ans, la plus-value à acquitter ressortait à 34 500 €. Dans ce cas, le coût fiscal total était de 172 462 €.

Désormais, suite à l'alignement du traitement fiscal entre les règles successorales et d'ISF, l'héritier va être taxé sur 500 000 € (montant des primes versées) d'où 98 194 € de droits à payer. Etant donné que le coût du rachat reste inchangé à 34 500 €, le coût fiscal global ressort à 132 694 € soit une économie de près de 40 000 € (environ 6 % de la somme transmise).

Il est à signaler que cette règle de comptabilisation est logique dans la mesure où l'assujettissement aux droits de succession n'ayant pas entraîné la purge des intérêts, il n'était pas normal que les droits soient basés sur un montant supérieur.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 29 novembre 2013

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 295,21	-0,11%	17,97%	18,97%	27,73%
PARIS (CAC Mid&Small)	8 462,08	0,34%	24,23%	26,73%	92,90%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 253,45	0,14%	19,24%	22,78%	42,72%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 086,64	0,61%	17,10%	16,43%	27,01%
NEW YORK (Dow Jones)	16 145,85	3,86%	23,21%	46,70%	82,87%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 067,32	3,77%	34,70%	62,81%	164,87%
FRANCFORT (Dax Xetra)	9 405,30	4,11%	23,55%	40,62%	101,42%
LONDRES (FTSE 100)	6 650,57	-1,20%	12,76%	20,30%	55,10%
TOKYO (Nikkei 225)	15 661,87	9,31%	50,66%	70,19%	83,99%
MONDE (Msci World) en Euros	126,87	1,09%	14,59%	24,65%	70,27%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,07%	0,15%	0,39%	2,25%	3,14%
ETATS-UNIS	0,10%	0,18%	0,49%	2,63%	3,65%
ROYAUME-UNI	0,38%	0,44%	0,80%	2,75%	3,40%
JAPON	0,03%	0,08%	0,18%	0,56%	1,46%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	29 210 €	-7,42%	-20,08%	-12,81%	46,05%
NAPOLEON	185,20 €	-2,53%	-19,30%	-5,07%	46,87%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3583	-0,43%	3,91%	4,20%	6,73%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8298	-2,40%	-1,72%	-0,79%	-0,01%
EURO / 100 YENS	¥ 139,14	3,84%	9,26%	27,71%	14,56%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2316	-0,14%	0,64%	-5,64%	-20,31%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 29 novembre 2013

BUDGET 2013	371,5 milliards d'euros (dt déficit = 62,6 mds)
PIB 2012	2 035 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 912,2 milliards d'euros soit 93,4 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,10 % au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 0,60 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,38 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,90 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,50 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - [magellanconseil@magellanconseil.fr](mailto:magellanconseil@magellanconseil.fr)  
[www.magellanconseil.fr](http://www.magellanconseil.fr)

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances

Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T